

N° d'opération : 250104

**PUI - Réaménagement et mise en conformité du bâtiment -
niveau supérieur : aménagement des anciens laboratoires
pour l'accueil de l'administration**

Hôpital Renée Sabran - bd Edouard Herriot - Giens - 83400 HYERES



Maîtrise d'ouvrage

Groupe Hospitalier Renée Sabran

Hôpital Renée Sabran - bd Edouard Herriot -

Giens - 83400 HYERES



*Architecte
mandataire*

145 A, rue Alexandre Borrelly - 83000 TOULON
bbg.architectes@wanadoo.fr - 04 98 01 30 30
www.bbgarchitectes.com

AIES BET structure

266, chemin de la Bayette - 83220 LE PRADET
contact@aies-bet.fr
04 94 33 74 56

EEAC Économiste / OPC

65, route du Vallon - 83320 CARQUEIRANNE
eeac.beatrice@outlook.fr
06 73 88 69 68

INGÉ2M BET Elec. CFO/cfa

239, chemin de la Carraire - 83200 TOULON
inge2m.molina@gmail.com
06 27 08 31 04

OEVI INGENIERIE BET Thermique/PB/CVC

174, rue du Mas de Clapier - 83390 PUGET-VILLE
contact@oevi.fr
04 94 14 95 16

FD EXPERTISE BET Désamiantage

5, impasse des Mésanges Bleues -
83250 LA LONDE-LES-MAURES
contact@fdexpertise.com
06 11 35 82 68

Bureau Veritas

Bureau de contrôle technique
Le France - ZAC Valgora La Valette -
BP 502 - 83041 TOULON Cedex 9
jean-baptiste.julien@bureauveritas.com
04 94 14 19 43

COMOTYS CSPS

17 avenue de la Créativité -
59 650 VILLENEUVE D'ASCQ
comotys@hotmail.com
03 28 33 56 90

Cahier des prescriptions communes à tous les lots

PHASE	INDICE	DATE	NUMÉRO	ÉCHELLE
PRO-2	B	Avril 2025	II-1	

**PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET
DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-**

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

Sommaire

0- PRESCRIPTIONS COMMUNES	4
0.1- PREAMBULE	4
0.1.1- ORGANISATION GENERALE DU PROJET	4
0.1.2- REPARTITION DES LOTS	4
0.1.3- ETABLISSEMENT DES QUANTITES ET DETAILS ESTIMATIFS	4
0.1.4- CHAMPS D'APPLICATION	4
0.1.5- CONNAISSANCE DU DOSSIER TCE - CONDITIONS DE TRAVAUX EN REHABILITATION AVEC PHASAGE	4
0.1.6- SECURITE ET PREVENTION DE LA SANTE	5
0.2- NORMES - REGLEMENTS ET DOCUMENTS	6
0.2.1- CONDITIONS GENERALES	6
0.2.2- TRAVAUX NON TRADITIONNELS	7
0.3- ETUDES - VERIFICATIONS PREALABLES	7
0.4- ETAT DES LIEUX	7
0.5- ETENDUE DES PRESTATIONS	8
0.5.1- CONSISTANCES DES TRAVAUX	8
0.5.2- ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHESE	9
0.5.2.1- GENERALITES	9
0.5.2.2- DOSSIER D'EXECUTION	9
0.5.2.2.1- CONTENU DU DOSSIER D'EXECUTION	9
0.5.2.2.2- PLANS D'EXECUTION	9
0.5.2.2.3- VISA DU DOSSIER D'EXECUTION	10
0.5.2.3- DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	10
0.6- PRESCRIPTIONS GENERALES TCE	10
0.6.1- AVANT LA REMISE DES OFFRES	10
0.6.2- EN COURS DE TRAVAUX	11
0.6.3- FINITIONS	11
0.7- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	11
0.7.1- SECURITE INCENDIE	11
0.7.2- STRUCTURE	12
0.7.3- ACCESSIBILITE PMR	12
0.7.4- CONTROLE TECHNIQUE	12
0.7.5- ACOUSTIQUE	12
0.7.6- THERMIQUE	13
0.7.7- SECURITE DES PERSONNES	13

**PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET
DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-**

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.8- ORGANISATION GENERALE	14
0.8.1- AUTORISATION COORDINATION	14
0.8.2- PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER	14
0.8.2.1- CONSTAT DES LIEUX	14
0.8.2.2- MISE A DISPOSITION DES LIEUX	14
0.8.3- INSTALLATION DE CHANTIER	14
0.8.4- TENUE DU CHANTIER	14
0.8.4.1- ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC	15
0.8.4.2- PENDANT LA DUREE DES TRAVAUX	15
0.8.4.3- REPLIEMENT DE CHANTIER	15
0.8.5- DETORIENTATION ET VOLS.....	15
0.8.6- ECHAFFAUDAGE.....	15
0.8.7- STOCKAGE.....	16
0.8.8- STOCKAGE DES OUVRAGES DE MENUISERIES.....	16
0.8.9- GESTION DU COMPTE PRORATA.....	16
0.9- DEGATS - CIRCULATION - PERCEMENTS.....	16
0.10- NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX.....	17
0.10.1- MATERIAUX	17
0.10.2- ECHANTILLONS	17
0.11- NETTOYAGE DE CHANTIER ET EVACUATION DES GRAVOIS.....	17
0.11.1- BENNES DE CHANTIER	17
0.11.2- NETTOYAGE DE CHANTIER	17
0.11.3- ENLEVEMENT DES GRAVOIS.....	18
0.11.4- TRI SELECTIF DES DECHETS.....	18
0.12- CONTROLE INTERNE DES TRAVAUX	18
0.12.1- GENERALITES	18
0.12.2- ESSAIS - RECEPTION DES EQUIPEMENTS	19
0.12.3- NOTE COMMUNE A TOUS LES LOTS.....	19

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0- PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.1- PREAMBULE

0.1.1- ORGANISATION GENERALE DU PROJET

Le présent projet concerne le "PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION" situé au Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

0.1.2- REPARTITION DES LOTS

Le marché sera traité en lots séparés, les travaux sont décomposés en lots selon la décomposition suivante :

LOT N°00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

LOT N°01 - DESAMIANPAGE

LOT N°02 - DEMOLITION – GROS-ŒUVRE – MAÇONNERIE – VRD – ÉTANCHEITE – RAVALEMENT DES FAÇADES

LOT N°03 - ETANCHEITE

LOT N°04 - TRAVAUX DE FACADES - ITE

LOT N°05 - MENUISERIES EXTERIEURES ET OCCULTATIONS

LOT N°06 - CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX-PLAFONDS – PEINTURE

LOT N°07 - MENUISERIES INTERIEURES – AMENAGEMENT INTERIEUR

LOT N°08 - REVETEMENTS DES SOLS ET DES MURS

LOT N°09 - SERRURERIE – METALLERIE

LOT N°10 - APPAREIL ELEVATEUR

LOT N°11 - CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION – PLOMBERIE

LOT N°12 - ÉLECTRICITE CFO/CFA

0.1.3- ETABLISSEMENT DES QUANTITES ET DETAILS ESTIMATIFS

Le prix du marché est forfaitaire. Les détails estimatifs et les quantités qui y figureront seront établis par l'Entreprise sur les cadres de bordereaux renseignés, fournis à l'appel d'offres selon les différents articles du CCTP.

Les prix établis par l'Entreprise et portés en regard de ses quantités tiennent compte des sujétions de coupes, déchets, foisonnement, raccords, difficultés de mise en œuvre, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels.

Après remise de son offre, L'Entreprise ne peut prétendre à réclamation sur les quantités figurants aux détails estimatifs, ce document n'étant pas contractuel et les prix des ouvrages qu'ils contiennent servant seulement à établir les situations mensuelles, les révisions ainsi que les prix nouveaux éventuels.

0.1.4- CHAMPS D'APPLICATION

Les conditions générales s'appliquent à tous les participants au présent projet, désignés sous le terme : "Les Entreprises".

0.1.5- CONNAISSANCE DU DOSSIER TCE - CONDITIONS DE TRAVAUX EN REHABILITATION AVEC PHASAGE

Les entreprises concernées devront prendre connaissance de l'ensemble du dossier TCE et ne pourront prétendre ignorer les prestations dues pour la réalisation complète du projet.

Les conditions d'exécution et devront être comprises dans le montant global du marché des entreprises.

- les sujétions pour exécution éventuelle des travaux par phases

- les finitions des ouvrages pour adaptations aux existants sans incidence significative

**PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET
DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-**

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

Phasage de l'opération.

Afin de permettre à la pharmacie de continuer son activité pendant les travaux ceux-ci vont se dérouler en 2 phases, après la période de préparation de chantier d'une durée de 4 semaines La phase 1 concernera le RDC Haut dans sa totalité et une partie du RDC Bas (zone escalier) et le RDC Cour concerné par l'opération ainsi que les locaux extérieurs (Déchets/O2/Local PAC)

La pharmacie existante doit conserver la totalité de ses moyens (Accessibilité, Fluides, Réseaux) pour assurer son activité.

La phase 1A, d'une durée globale de 3 semaines, comprend un confinement de la zone pour la réalisation du désamiantage.

La phase 1B d'une durée globale de 31 semaines comprend la réalisation des travaux proprement dit du même périmètre sur les 3 niveaux. Elle fera l'objet d'une réception et d'une mise en service pour permettre le déménagement de la pharmacie et la reprise de son activité avec la totalité de ses moyens.

La phase 2 concernera le RDC Bas après le déménagement de la pharmacie par le maître d'ouvrage d'une durée de 5 jours.

La phase 2A d'une durée globale de 3 semaines comprend le désamiantage

La phase 2B d'une durée globale de 25 semaines comprend la réalisation des travaux proprement dit du même périmètre du niveau RDC bas. Elle fera l'objet d'une réception et d'une mise en service pour permettre l'aménagement de l'administration.

0.1.6- SECURITE ET PREVENTION DE LA SANTE

Il est rappelé aux entreprises que l'exécution des travaux sera soumise au visa et aux directives du coordonnateur de sécurité désigné par le Maître de l'Ouvrage.

Sont inclus dans le montant global des travaux de chaque lot :

- Toutes prestations conformes au plan général de coordination, ainsi qu'aux instructions du coordonnateur de sécurité, y compris celles formulées en cours de chantier
- Toutes les sujétions correspondantes,
- La fourniture de tous les plans d'installation de chantier ou de phasage,
- Le contrôle technique, les plans et notes de calcul des dispositifs de confortement ou de stabilité provisoire le cas échéant.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.2- NORMES - REGLEMENTS ET DOCUMENTS

0.2.1- CONDITIONS GENERALES

L'entreprise s'étant rendu compte des travaux décrits dans le présent C.C.T.P. et dans les plans joints, les ayant complétés par ses connaissances personnelles, ne pourra prétendre à aucune majoration de prix pour les travaux complémentaires qui pourraient survenir en cours d'exécution, étant bien entendu que tous les matériaux, articles manufacturés, préfabriqués ou fabriqués, leurs liants ainsi que leur mise en œuvre, devront correspondre pour chaque lot aux normes les régissant et énoncées dans les fascicules techniques ci-après :

- Les avis CSTB et agréments de l'AFAC pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels
- Le cahier des prescriptions techniques générales constitués notamment par les documents du R.E.E.F et du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, édités à la date de signature du marché,
- Les cahiers des charges et règles de calcul des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), applicables au projet à la date de signature du marché, et relatifs aux corps d'état intéressés, et D.T.U. ayant statuts de normes
- L'ensemble des normes françaises et européennes en vigueur
- Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels
- Plus généralement, tous les cahiers techniques ou cahiers des clauses spéciales techniques
- Les règles techniques de conception et de calcul des ouvrages en béton armé aux Eurocodes
- Les décrets et arrêtés constituant "les règles de construction"
- Les règles générales de mise en œuvre dites "Règles de l'Art »
- Les Avis Techniques publiés par le C.S.T.B. et validés dans les listes de l'A.F.A.C.
- Les Documents et Recommandations publiés par les Syndicats d'Entrepreneurs ou d'Artisans
- Les notes techniques et modes de mise en œuvre édités par les fournisseurs et fabricants de matériels et matériaux constitutifs du projet
- La réglementation constituée par l'ensemble des lois et textes ministériels, en vigueur :
- Le règlement sanitaire départemental
- Les règlements préfectoraux et communaux
- Les règlements et normes locales des Services de Sécurité et des Ponts et Chaussées
- Les règlements et normes locales des services EDF, GDF, Compagnie des Eaux, Assainissement, Voirie, Télécommunications
- Le code de la construction et de l'habitation
- Le code du travail
- Les règles d'accessibilité des lieux publics aux personnes handicapées et à mobilité réduite
- Toutes les réglementations et règles professionnelles actuellement en vigueur
- Le règlement de sécurité incendie dans les ERP notamment le livre 1 - Dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Article GN et le livre 3 - Dispositions applicables aux établissements de cinquième catégorie - Articles PE, PU, PO, PX

Les documents précités bien que non joints au marché, sont réputés bien connus des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissant le caractère contractuel. Les entrepreneurs déclarent expressément en connaître tous les détails, et porter éventuellement à la connaissance du Maître d'Œuvre et des Bureaux d'Etudes toutes dispositions des plans, devis descriptifs et détails du marché en contradiction avec leurs dispositions.

La signature du marché implique l'obligation formelle imposée à l'entrepreneur de respecter, outre les prescriptions du C.C.T.P., les normes, règlements, et documents précités :

- Au stade de l'étude de l'offre
- Au stade de la mise au point et de la préparation du marché
- Au stade de l'exécution des travaux,

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

Les prix comprennent toutes fournitures, matériels, matériaux, main-d'œuvre, impôts, frais généraux, aléas, taxes bénéfiques et, d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des ouvrages, et de la prévention et sécurité liés à la réalisation de ses ouvrages.

Les prix comprennent les travaux relevant de la spécialité de l'entreprise qui déclare connaître parfaitement les conditions du marché tous corps d'état, tant en ce qui concerne ses propres travaux que ceux des autres entreprises. Il est débiteur de tous travaux relevant de sa spécialité, que ces travaux aient été prévus dans les pièces contractuelles ou aient été omis, mais que sa compétence personnelle lui devait de prendre en considération pour le respect des règles de l'Art. De ce fait, il ne pourra se prévaloir de ces omissions à l'égard du Maître de l'Ouvrage ou envers une autre entreprise, pour en refuser l'exécution ou réclamer une majoration de son marché.

0.2.2- TRAVAUX NON TRADITIONNELS

Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un Avis Technique favorable de la Commission Ministérielle dans la mesure où le dit Avis Technique a été validé dans les listes de l'A.F.A.C.

A défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir au Bureau de Contrôle toute justification technique lui permettant de formuler un avis.

Le fabricant du procédé non couvert normalement doit être titulaire d'une police d'assurance responsabilité décennale comportant, en outre :

- La garantie des obligations auxquelles le poseur agréé par le fabricant peut être tenu dans les limites des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil pour les dommages matériels subis par la construction
- Le maintien de cette garantie pour la durée de la responsabilité de l'entrepreneur traitant.
-

0.3- ETUDES - VERIFICATIONS PREALABLES

Les entreprises s'étant rendu compte des travaux à exécuter, de leur importance au sein de l'ensemble à réaliser, des difficultés pouvant découler de l'ouverture du chantier et de l'exécution des travaux, ne pourront prétendre à aucun recours, ni à aucune indemnisation, ni supplément.

Les entreprises seront tenues de vérifier toutes les cotes des ouvrages qu'elles devront exécuter. Elles seront responsables des erreurs ou omissions qu'elles n'auront pas signalées à la maîtrise d'œuvre.

Elles ne pourront modifier ou annuler de leur propre chef une ou plusieurs parties de l'ensemble à édifier sans consulter au préalable la maîtrise d'œuvre. Elles devront lui demander tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui lui paraîtrait douteux ou imprécis, faute de quoi, elles seront tenues responsables des erreurs ou fautes qui pourraient survenir, ou des retards qu'elles pourraient apporter à la marche normale des travaux.

Les dimensions des ouvrages prévues dans les documents du marché sont approximatives, et données à titre indicatif. Avant toute commande et toute exécution, les entreprises devront vérifier sur place l'ensemble des cotes en étroite coordination avec les corps d'état, la maîtrise d'œuvre et le B.E.T.

0.4- ETAT DES LIEUX

Les Entreprises soumissionnaires s'étant impérativement rendu sur place afin d'évaluer les travaux à réaliser dans le présent projet, et après avoir procédé aux études techniques nécessaires, et complété les documents par leurs connaissances personnelles, les entreprises adjudicataires ne pourront prétendre à aucune majoration de prix pour des travaux complémentaires qui s'avèreraient nécessaires en cours d'exécution.

La visite des lieux est obligatoire. Les entreprises seront réputées avoir reconnu les lieux d'exécution, en avoir apprécié les difficultés d'accès, de stockage, de distribution, d'évacuation des gravois, et d'exécution des travaux, ainsi que de desserte pour les raccordements de chantier. Elles seront également réputées avoir pris contact avec les services publics (EDF, Eau, etc.), pour assurer lesdits raccordements.

Après une visite des lieux, les Entreprises devront apprécier, avant la remise de son offre, le montant des travaux préparatoires correspondant aux différentes zones d'intervention.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.5- ETENDUE DES PRESTATIONS

0.5.1- CONSISTANCES DES TRAVAUX

L'exécution des travaux comprendra sans que cette liste soit limitative, pour tous les corps d'état :

- Les demandes d'occupation de voiries et le paiement des droits correspondants
- La fourniture des matériaux
- Le transport à pied d'œuvre
- Le stockage
- La mise en œuvre
- Le montage de tous matériaux ou matériels à tous usages
- L'exécution par tous moyens
- La pose et la fixation
- Le réglage et le scellement corrects de tous les ouvrages à fournir
- Le nettoyage du chantier, des abords sur 50m.
- L'enlèvement des gravois
- Les échafaudages
- Les essais et le maintien en bon état de fonctionnement pendant la période de garantie.
- D'une façon générale et dans les limites fixées par les prestations, tous les prix devront comporter, sans aucune réserve, l'exécution ainsi que la fourniture de tous les travaux accessoires nécessaires à assurer un parfait fonctionnement des installations, une exécution soignée et un parfait achèvement des travaux demandés.
- Toutes les mesures liées à la sécurité et à la prévention ainsi qu'au gardiennage du chantier.
- Il ne sera pas accepté de plus-value provenant d'omissions ou de manque de coordination entre les corps d'état

Le présent document constitue une description générale des conditions d'exécution et des ouvrages à prévoir. Certains détails ou spécifications techniques peuvent être formulés d'une façon non explicite ou seulement omis sans supprimer pour autant l'obligation des entreprises à les prévoir dans le cadre de la terminaison complète et effective des travaux, chaque entrepreneur ayant eu en mains pour son étude un dossier complet comprenant tous les plans des ouvrages et les C.C.T.P. de tous les lots de travaux.

Le CCTP et les plans se complètent réciproquement ; si d'éventuelles contradictions ou divergences d'interprétation entre ces deux éléments apparaissent, seul le Maître d'œuvre à pouvoir de décision sans que cela puisse entraîner quelques modifications au caractère global et forfaitaire du marché.

L'entreprise prendra connaissance du présent CCTP qui, bien que classé par corps d'état, forme un ensemble homogène à l'exécution complète du projet. En acceptant de se conformer aux prescriptions de la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur ne doit pas être seulement un exécutant, mais un technicien averti et expérimenté.

Le CCTP général n'a pour but que de faire connaître le programme général et le mode de bâtir.

Sur les plans, l'entrepreneur trouvera tous les renseignements complémentaires qui ne figureraient pas dans le CCTP.

S'il existait quelque omission ou erreur sur ces documents, l'entrepreneur devrait néanmoins prévoir tous les travaux indispensables à la terminaison du bâtiment dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est prévu, en accord avec la maîtrise d'œuvre.

Dans ces conditions, l'entrepreneur reconnaissant avoir tenu compte, lors de sa proposition de prix, des observations qui précèdent, ne pourra arguer ultérieurement d'une erreur ou d'une omission pour ne pas faire les travaux nécessaires à l'achèvement complet des travaux.

Si les solutions proposées dans le CCTP ne permettaient pas à l'entrepreneur de réaliser un travail présentant une garantie absolue, ce dernier sera tenu d'en avertir la maîtrise d'œuvre par lettre recommandée et de lui faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse d'exécuter les ouvrages prévus.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.5.2- ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHESE

0.5.2.1- GENERALITES

Le Maître d'Œuvre ayant reçu une mission de base type loi MOP, a exécuté des pièces techniques qui sont schématiques. Les entreprises ont l'obligation d'établir, ou de faire établir, à leur charge, par des Bureaux d'Études compétents, l'ensemble des plans d'exécution TCE qui devront être soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle avant exécution, dans des délais qui seront déterminés par le Maître d'Œuvre.

Les études d'exécution feront parties du prix global et forfaitaire de l'Entreprise. Elles comprennent également la réalisation des études de synthèse TCE des appareils terminaux pour les lots techniques et de calepinage pour les différents revêtements.

Les calculs thermiques selon RT2012, en fonction des caractéristiques et performances des matériaux effectivement mis en œuvre sur le chantier seront à charge de l'Entreprise générale.

0.5.2.2- DOSSIER D'EXECUTION

0.5.2.2.1- CONTENU DU DOSSIER D'EXECUTION

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- Les plans d'exécution,
- Les notes de calculs,
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément,
- Les fiches techniques et C.C.P.U. des matériaux utilisés,
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges.

Ce dossier est accompagné des échantillons requis. Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

0.5.2.2.2- PLANS D'EXECUTION

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en œuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Œuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Toutes les dimensions des éléments ;
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;
- Tous les percements, réservations ou trémies pour les passages de gaines, conduits, canalisations des autres corps d'état...

Tous les plans devront être remis au moins 15 jours à l'avant réalisation des ouvrages. A défaut, l'entreprise n'aura pas l'autorisation de réaliser les ouvrages. Elle ne pourra pas réclamer de plus-value sur les délais impactés.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.5.2.2.3- VISA DU DOSSIER D'EXECUTION

L'Entrepreneur doit remettre le dossier d'exécution à la Maîtrise d'Œuvre. Ce dossier peut être remis par étapes, suivant un calendrier approuvé au préalable par la Maîtrise d'Œuvre à la condition qu'à chaque étape, les plans présentés soient cohérents et accompagnés des calculs et pièces justificatives correspondants.

0.5.2.3- DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

A l'issue du chantier, les plans, notes de calcul et fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive. Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- Le dossier d'exécution mis à jour ;
- Les notices d'utilisation, de réparation et de maintenance des ouvrages ;
- Les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

Ce dossier est diffusé conformément aux spécifications des pièces générales du marché soit 2 exemplaires papiers et 2 formats informatiques (Maître d'ouvrage, architecte, BET) qui comprendra les plans en version PDF et DWG et l'ensemble des autres documents en version PDF.

0.6- PRESCRIPTIONS GENERALES TCE

0.6.1- AVANT LA REMISE DES OFFRES

L'entreprise devra :

- Avoir pris une parfaite connaissance des plans ainsi que de l'ensemble de pièces écrites du dossier d'appel d'offres et de tous les documents officiels auxquels ces pièces peuvent se référer
- Tenir compte de toutes les sujétions afférentes aux existants, à la situation et à l'état du terrain (sondage, etc.) et de ses mitoyennetés
- Se rendre compte des difficultés d'accès au terrain de circulation des engins, de véhicules, de stockage du matériel et des approvisionnements d'alimentation en eau, électricité, etc., d'installation et d'exploitation du chantier, et en tenir compte dans leur proposition
- Prévoir les moyens (personnel, matériel) suffisants pour que l'exécution de leurs prestations entre dans le cadre des délais généraux impartis
- Prévoir l'exécution dans les règles de l'Art de tous les travaux de leur profession nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage et au parfait fonctionnement des installations
- Remettre à la Maîtrise d'Œuvre tous les renseignements exacts et nécessaires à l'établissement du planning général
- Faire le nécessaire auprès des fournisseurs pour obtenir en temps utile les documents indispensables aux études et à l'exécution.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.6.2- EN COURS DE TRAVAUX

L'entreprise devra :

- Informer la Maîtrise d'Œuvre en temps utile de tout retard prévisible dans l'exécution de certaines de leurs activités par suite de défauts d'approvisionnement, retard dans l'intervention d'un autre corps d'état, engin ou matériel accidenté, manque d'informations techniques, de détails, de plans, etc.
- Pouvoir présenter, à la demande de la maîtrise d'œuvre, un certificat ou une facture de leur fournisseur garantissant que le choix des matériaux ou fournitures est bien conforme aux prescriptions du C.C.T.P.
- Prendre toutes mesures utiles pour assurer la parfaite conservation des matériaux et fournitures, tant avant qu'après leur mise en œuvre, donc pouvoir répondre de leur état et de l'absence de défauts cachés
- Demander aux entreprises de second œuvre, en temps utile, les fourreaux à sceller
- Prendre entre eux, en ce qui concerne les prestations comportant des fournitures cachées (ex. canalisations diverses encastrées en dalles, chapes, murs ou cloisons), toutes dispositions de coordination pour éviter que les fournitures encastrées subissent des désordres par suite de scellements, spitages, etc.
- S'assurer auprès de la maîtrise d'œuvre, avant toute commande de fournitures spéciales, articles préfabriqués ou manufacturés, que les éléments prévus au marché ne seront pas modifiés, tant dans le nombre que dans les caractéristiques
- L'entreprise de gros œuvre devra tracer et maintenir jusqu'à l'intervention du lot "Peinture" un trait de niveau à 1 mètre au-dessus du sol fini de tous les locaux, et à chaque niveau. Ce trait sera exécuté dans toutes les pièces au moyen d'un produit non susceptible de disparaître sous les peintures et papiers peints.

—

0.6.3- FINITIONS

Les entreprises devront faire le nécessaire afin d'assurer une parfaite finition des ouvrages. Dans le cas où des finitions ou joints demandés par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage ne seraient pas réalisés par l'entreprise, une réfection serait appliquée sur le marché de l'entreprise concernée sous un délai de 15 jours.

Les entreprises devront toutes les finitions des ouvrages pour adaptations aux existants sans incidence significative dans le montant global du marché des entreprises.

0.7- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

0.7.1- SECURITE INCENDIE

Caractéristiques générales de l'ERP :

Seul le RDC bas et une partie du RDCour sera accessible au public (accès principal par le RDCour).

Il s'agit d'un ERP de 5^{ème} catégorie (PE de type W) sans locaux à sommeil dont le plancher bas du dernier niveau est situé à moins de 8 m par rapport au niveau d'accès des sapeurs-pompiers.

Classement de l'établissement :

ERP de 5^{ème} catégorie (PE de type W)

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

Référentiel réglementaire :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Art. R 123 à R 123-55) : Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public.
- Code de la Construction et de l'Habitation (Art. R 122-1 à R 122-29) : Dispositions de sécurité relatives aux immeubles de grande hauteur.
- Arrêté du 25 juin 1980: Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 22 juin 1990: Dispositions particulières au type PE
- Arrêté du 4 novembre 1975 modifié, portant réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public.
- Instruction du 1 Décembre 1976, relative à la réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public.
- Instruction technique N° 246, relative au désenfumage.
- Instruction technique N° 247, relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage.
- Instruction technique N° 248, relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les établissements recevant du public.
- Instruction technique N° 249, relative aux façades.
- Instruction technique N° 263, relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans ERP.

0.7.2- STRUCTURE

La structure sera conçue selon les dernières réglementations, à savoir les Eurocodes.

Compte tenu du type d'établissement, il a lieu de prendre en compte la réglementation concernant le séisme sur ce projet.

Le projet de structure sera établi en adéquation avec l'étude du BET AIES jointe au DCE.

0.7.3- ACCESSIBILITE PMR

Les règlements pris pour référence sont :

Code la construction et de l'habitation - partie réglementaire

Code de la construction et de l'habitation (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 1 Règles générales - Section 3 Personnes handicapées ou à mobilité réduite - Articles L111-7 à L111-8-4, R111-18 à R111-19-51 - Sous-section 4 : Dispositions applicables lors de la construction d'établissements recevant du public ou de l'aménagement d'installations ouvertes au public

L'ensemble de l'accessibilité PMR a été contrôlée par le contrôleur technique, le rapport concernant le contrôle de l'accessibilité PMR est jointe à la présente consultation.

0.7.4- CONTROLE TECHNIQUE

L'ensemble des prestations ont été contrôlées par le contrôleur technique, le rapport de contrôle technique initial est joint à la présente consultation.

0.7.5- ACOUSTIQUE

Le bâtiment devra respecter les prescriptions d'isolation acoustique réglementaires définies dans l'arrêté du 25 Avril 2003.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.7.6- THERMIQUE

Le maître d'ouvrage a déterminé des objectifs de performances des parois supérieures aux performances réglementaires thermiques des bâtiments existants dites « éléments par éléments ».

Les éléments de la construction devront respecter les exigences thermiques de l'opération définies dans les DPM.

Le maître d'ouvrage imposera des tests d'étanchéité à l'air du bâtiment intermédiaires ou/et à la fin du chantier réalisés par un organisme indépendant. Les valeurs mesurées devront être conformes à celles prises dans les calculs thermiques réglementaires. En cas de mauvaise étanchéité à l'air du bâtiment, toutes les mesures de réparation entreprises seront à la charge des entreprises responsables des désordres.

0.7.7- SECURITE DES PERSONNES

Réglementations concernant la sécurité et la santé des ouvriers

Le règlement sanitaire départemental type, annexé à la circulaire du 09.08.1978 du Ministère de la Santé et de la Famille, et modifié.

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra. L'entrepreneur est contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

À ce sujet, il est rappelé l'autorité du coordonnateur sur le chantier : en cas de non-respect des règles définies au PGCSPPS et des PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordinateur pourra mettre en demeure l'entreprise de remédier aux manques constatés, copie sera transmise au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé, le coordinateur en informera le maître d'ouvrage par écrit, qui statuera sur l'arrêt ou non de l'entreprise.

En cas de risque grave et immédiat, le coordonnateur aura autorité pour arrêter une entreprise si les règles de sécurité définies dans le PGCSPPS, mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route ou des riverains, n'étaient pas respectées. En cas d'infraction dûment constatée par le CSPPS et non corrigée dans les délais impartis, des pénalités seront appliquées suivant le CCAP.

Le coordonnateur disposera alors d'un délai de vingt-quatre heures pour donner son feu vert de redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les organismes associés (CRAM, inspecteur du travail, OPPBTP) et le contrôle extérieur si nécessaire seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax, de tout arrêt des travaux, précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le registre journal.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.8- ORGANISATION GENERALE

0.8.1- AUTORISATION COORDINATION

Les entreprises devront respecter la réglementation du site de l'Hôpital Renée Sabran et le référentiel HCL des Hôpitaux civils de Lyon.

Les entrepreneurs seront astreints chacun en ce qui concerne son propre lot, à obtenir les DICT et autorisations nécessaires préluant à tout début de chantier, d'ouvrage, de pose de matériel et d'agrément, et à obtenir après exécution, les certificats de conformité ou acceptation des services intéressés (D.D.E., Service des Eaux et Assainissement, Consuel, etc.).

La bonne entente devant régner dans la marche des travaux, les entrepreneurs devront prendre connaissance de l'ensemble des travaux à exécuter par les autres corps d'état.

0.8.2- PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER

0.8.2.1- CONSTAT DES LIEUX

Avant tout commencement d'exécution des travaux de quelque nature qu'ils soient, un constat d'état des lieux (abords sur 50m terrain du chantier, terrain d'installation, mitoyens) devra être réalisé par un huissier, aux frais du lot en charge de l'installation de chantier. L'entreprise avertira la Maîtrise d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage de la date de réalisation de ce constat.

L'entreprise ne pourra en aucun cas déroger à cette clause, si elle le fait, elle le fera à ses torts, risques et périls et la Maîtrise d'Ouvrage, pas plus que la Maîtrise d'Œuvre, ne pourront, pour quelque raison que ce soit, être recherchés. Un exemplaire de chaque P.V. sera remis à la Maîtrise d'Ouvrage et à la Maîtrise d'Œuvre, ainsi qu'un petit plan de repérage, à toutes fins utiles.

Des photos pourront être réalisées par l'Entreprise pour d'éventuels cas litigieux ou difficilement descriptibles, dans ce cas, les photos seront datées, signées et annexées au PV.

Ces constats seront réalisés par l'Entreprise du lot Gros-Œuvre dans le cadre de son marché et ce, sans supplément de prix.

0.8.2.2- MISE A DISPOSITION DES LIEUX

Du fait de la remise de son offre Les entreprises sont réputées s'être rendues sur les lieux du chantier afin de connaître notamment la disposition des lieux, la possibilité d'accès, les dispositions à prendre pour ses installations de chantier et ses stockages, les servitudes dues à l'environnement, etc. En conséquence, il ne sera jamais alloué un quelconque supplément pour sujétions inhérentes à celle-ci.

Lors de l'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises, les protections nécessaires seront réalisées pour que les abords sur 50m et les ouvrages existants ou créés, soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravois, détrit, matériaux, etc. et parfaitement remis en état en fin de chantier.

0.8.3- INSTALLATION DE CHANTIER

Pour mémoire, à charge du lot **Gros-Œuvre**.

0.8.4- TENUE DU CHANTIER

Les Entreprises sont tenues de tenir le chantier en parfait état durant la totalité de la durée des travaux et en particulier sur les points ci-après.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

o.8.4.1- ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC

En ce qui concerne l'usage et l'occupation des voies publiques ou à usage public. Les entreprises devront maintenir en parfait état de propreté les voies d'accès au chantier. Elles devront la réfection et la remise en état immédiate. En cas de détérioration et sur simple demande de la Maîtrise d'Œuvre, Les entreprises devront l'entretien ou la réfection par remise à l'identique de la voirie, des trottoirs et du chantier.

Si cette remise en état n'est pas réalisée sous 48 heures, L'Entreprise sera pénalisée de (Cinq cents) 500 Euros par jour calendaire jusqu'à complète réhabilitation.

Les entreprises devront respecter les règlements du site pour l'utilisation des voies publiques pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux.

o.8.4.2- PENDANT LA DUREE DES TRAVAUX

L'entreprise en charge de l'installation de chantier devra pendant la durée des travaux :

- La signalisation du chantier et les accès sur la voie publique ou à usage public
- La maintenance en parfait état de propreté du chantier, de ses abords sur 50m et des voies publiques ou à usage public d'accès.
- Le traçage et maintenance du trait de niveau à un mètre au-dessus des sols finis
- L'application de l'ensemble des règlements concernant la sécurité sur le chantier
- Les sujétions de clôtures, barrières et protections provisoires nécessaires, afin d'empêcher l'accès de tiers dans l'enceinte du chantier, et protections au droit des accès réservés ; l'exécution de ces travaux sera soumise à l'approbation de la maîtrise d'œuvre, du Maître de l'Ouvrage et du coordonnateur SPS.

o.8.4.3- REPLIEMENT DE CHANTIER

A la fin des travaux, L'entreprise en charge de l'installation de chantier devra l'enlèvement des installations de chantier; la démolition, l'enlèvement de tous les blocs de bétons aux décharges publiques et l'évacuation des matériaux, la réfection et la remise en état selon instructions de la Maîtrise d'Œuvre des voiries.

Elle devra impérativement en fin de chantier faire réceptionner le site par le Maître d'Œuvre.

Le décompte définitif ne sera élaboré que sur présentation d'un document officiel signalant qu'il n'est formulé aucune réserve de la part des services techniques du site.

o.8.5- DETORATION ET VOLS

Pendant la durée des travaux, Les entreprises devront garantir, à leur frais, toutes les fournitures et ouvrages de son lot contre tous risques de vols, détériorations et accidents de toute nature.

Aucun gardiennage n'est prévu dans l'installation de chantier.

Dans le cas où des ouvrages seraient détériorés pendant les travaux, l'entreprise qui a réalisés les ouvrages devra apporter les éléments permettant de définir quel corps d'état a endommagé ses ouvrages. Le maître d'œuvre pourra alors demander au titulaire des travaux un devis de réparation des ouvrages qui fera l'objet d'un contrôle. Une fois le prix des réparations établi par l'entreprise et accepté par le maître d'œuvre, le coût des réparations pourra être imputé à l'entreprise mise en cause et pourra être retenu des situations de travaux.

o.8.6- ECHAFFAUDAGE

Tous les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux font partie intégrante des prix de chaque entreprise pour ses propres ouvrages.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.8.7- STOCKAGE

Chaque corps d'état devra éventuellement s'assurer un emplacement couvert ou découvert dans l'enceinte du chantier afin d'entreposer son propre matériel. Chaque lot assure le transport de ses ouvrages jusqu'au chantier, et le montage depuis le lieu de stockage jusque sur les lieux de pose. L'implantation du matériel et des engins de tous ordres ne devra pas gêner l'exécution des réseaux souterrains, ni l'intervention des autres corps d'état. Il ne sera pas permis de disposer des locaux pré-achevés ou en état brut à l'intérieur du bâtiment en construction, aux fins d'entrepôts de matériaux, d'outillage, de vestiaires, de lieux de repos, sans autorisation préalable de la maîtrise d'œuvre.

0.8.8- STOCKAGE DES OUVRAGES DE MENUISERIES

L'entreprise de menuiseries assure le transport de ses ouvrages jusqu'au chantier, le stockage devra avoir obligatoirement lieu en dehors du bâtiment proprement dit et à l'abri des intempéries et remontées d'humidité. Les conditions de stockage devront être telles que les ouvrages ne subissent aucune déformation ou détérioration. Le transport et le montage, depuis le lieu de stockage jusque sur les lieux de pose, sont à la charge de chaque corps d'état de menuiseries.

Tous les ouvrages de menuiseries tels que ouvrants de portes ou autres, pourront être stockés sur le chantier aux risques et périls de l'entreprise ; celle-ci devra se mettre en rapport avec les autres corps d'état, le Maître d'œuvre, le coordonnateur « SPS », afin de déterminer les emplacements qui pourront lui être accordés.

0.8.9- GESTION DU COMPTE PRORATA

Le lot en charge de l'installation de chantier doit la gestion du compte prorata des dépenses de chantier.

Les entreprises des autres lots (toutes sans exception) doivent signer la convention du compte prorata éditée par le lot principal et participer aux dépenses communes de chantier au prorata du montant de leur marché.

Les entreprises décideront ensemble du mode de calcul (réel ou forfaitisé par un pourcentage), le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ne procéderont pas au paiement par prélèvement sur les situations mensuelles des entreprises.

Le lot principal gèrera seul les règlements des participants. En fin de chantier, pour garantir au lot principal d'être payé, le maître d'ouvrage procédera au règlement du DGD que si les participants ont réglé leur dû au lot principal.

0.9- DEGATS - CIRCULATION - PERCEMENTS

Chaque entreprise devra prendre soin des travaux exécutés précédemment par les autres corps d'état et devra les protéger lors de l'exécution de ses propres ouvrages. L'entreprise sera responsable des dégâts occasionnés par elle aux travaux des autres corps d'état.

La circulation sur les sols définitivement exécutés devra être réglementée, l'utilisation d'instruments métalliques contondants ou autres sera prohibée sur ceux-ci ainsi que la circulation avec chaussures cloutées.

Les percements, saignées dans l'œuvre devront faire l'objet de l'agrément de la maîtrise d'œuvre, leur exécution devra être très soignée, les gravois devront être évacués dans la journée ayant suivi leur exécution. Ces travaux devront faire l'objet de soins particuliers de la part de l'entreprise qui devra exécuter après toutes démolitions, les rebouchages et raccords avec soin.

**PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET
DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-**

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.10- NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX

0.10.1- MATERIAUX

Tous les produits manufacturés devront correspondre aux prescriptions des normes françaises et européennes et devront être agréés par le C.S.T.B.

Tous les matériaux et composition d'éléments constituant les ouvrages, seront de première qualité et en provenance des meilleures maisons de marque réputées. Elles devront faire l'objet de l'agrément de la maîtrise d'œuvre.

Des échantillons seront disposés sur le chantier jusqu'à la réception des travaux exécutés par le corps d'état les utilisant.

Les matériaux seront toujours mis en œuvre suivant les règles de l'art, et l'entreprise s'engage à produire sur simple demande du concepteur ou du Bureau de Contrôle, toutes justifications sur la qualité et la provenance des matériaux.

Les prestations indiquées au C.C.T.P. précisent les qualités techniques, formes, aspects et encombrements souhaités, le Maître d'Œuvre se réservant le droit de refuser les matériaux ou matériels qui ne correspondraient pas aux performances techniques ou esthétiques des documents contractuels.

0.10.2- ECHANTILLONS

Avant passation des différentes commandes, l'entrepreneur est tenu de présenter au Maître d'Œuvre et au Maître d'ouvrage les échantillons, maquettes des différents matériaux ou matériels dont il prévoit la mise en œuvre.

Les échantillons ou maquettes seront de dimensions suffisantes pour permettre leur jugement. De plus, des prototypes grandeur nature pourront être demandés pour permettre l'examen et la mise au point des éléments.

Les échantillons, maquettes, prototypes, font partie du forfait de l'entreprise, et seront conservés sur le chantier, après choix du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, pour servir de référence.

0.11- NETTOYAGE DE CHANTIER ET EVACUATION DES GRAVOIS

Les travaux du marché sont traités en corps d'état séparé, l'entreprise du lot gros œuvre devra les prestations des articles ci-dessous.

0.11.1- BENNES DE CHANTIER

L'Entreprise doit la réalisation de l'aménagement d'une zone ou des zones spécifiques pour la mise en place des bennes de chantier. Elle doit l'approvisionnement du chantier en bennes de chantier en quantité suffisante pour l'ensemble des travaux TCE.

0.11.2- NETTOYAGE DE CHANTIER

Pour les ouvrages de démolition ou de dépose, chaque entreprise doit prendre en charge les frais de bennes, évacuations et mises en décharge des ouvrages à démolir.

Pour l'exécution des ouvrages chacune des entreprises devra l'enlèvement et le transport de tous les gravois de chantier jusqu'aux bennes prévues à cet effet par le lot gros œuvre.

Elles devront cette prestation pendant toute la durée des travaux.

En complément l'entreprise du lot gros œuvre fera un nettoyage général du chantier et des zones périphériques au moins une fois par semaine et sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre.

PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.11.3- ENLEVEMENT DES GRAVOIS

L'Entreprise générale devra toutes les sujétions d'enlèvement aux décharges publiques des gravois, détritiques, déchets, etc. de tous les corps d'états, l'enlèvement se fera automatiquement et les bennes seront enlevées dans la demi-journée après remplissage.

Les droits de décharges en tous genres sont aussi prévus dans le cadre du marché.

0.11.4- TRI SELECTIF DES DECHETS

Le tri sélectif des déchets sera exécuté en décharge à charge de l'entreprise en charge de l'installation de chantier.

0.12- CONTROLE INTERNE DES TRAVAUX

0.12.1- GENERALITES

Le contrôle interne auquel est assujettie l'Entreprise est à réaliser à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures (conformité aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché)
- Au niveau du stockage
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur se doit de vérifier que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre
- Au niveau des essais, les entrepreneurs réaliseront les vérifications ou essais imposés par le D.T.U., les règles professionnelles et ceux exigés par les spécifications du marché.

Le Contrôleur Technique fait obligation à toutes les Entreprises concernées de procéder aux vérifications techniques dont le programme devra comporter notamment :

- Une procédure de diffusion interne et externe des règles, spécifications, plans à jour, etc
- Une organisation hiérarchisée des vérifications par les exécutants eux-mêmes
- Une procédure d'identification des fournitures et sous-produits approvisionnés et de certification de leur provenance.
- Un programme de vérification concernant les études, les approvisionnements, le stockage, la manutention, l'exécution et la réception.

Ce programme doit en particulier préciser les divers essais prévus à ces différents stades.

L'établissement de fiches de vérification attestant la réalité de ces vérifications : fiches de vérification des études, fiches de vérification de l'exécution, fiches ou PV d'essais (ces essais ayant été exécutés conformément aux Règles Professionnelles).

**PUI – REAMENAGEMENT ET MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT DE LA PHARMACIE ET
DES ANCIENS LABORATOIRES POUR LA PUI ET L'ACCUEIL DE L'ADMINISTRATION-**

Hôpital Renée Sabran - Bd Edouard Herriot - Giens - 83406 HYERES

Lot N° 0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

0.12.2- ESSAIS - RECEPTION DES EQUIPEMENTS

Afin de prévenir les aléas découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer avant réception, les essais et vérifications figurant dans le document technique COPREC n°1, approuvé par les assureurs et paru dans le supplément spécial n° 4899 du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment, en date du 17 novembre 1997. (Dans la mesure, bien entendu, où ces essais et vérifications s'appliquent aux installations concernées). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique COPREC n° 2, paru dans le supplément spécial du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment cité ci-dessus.

Pour mémoire, les divers procès-verbaux définis par les documents techniques COPREC à fournir avant réception sont les suivants :

- Chauffage
- Installation électrique
- Plomberie
- Réseau d'alimentation en eau
- Réseaux d'évacuation
- Ventilation mécanique

Les résultats seront transcrits sur les procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le Document Technique COPREC n° 2 publié dans le Moniteur du 23 Juillet 1979 (Supplément spécial n° 79-30 bis).

Elles établiront les procès-verbaux d'essais suivant les modèles définis au COPREC N°2, à communiquer au Contrôleur Technique pour avis en fin de chantier. Les essais COPREC ne dispensent pas les entreprises ou L'Entreprise d'effectuer d'autres essais leur incombant en application d'une réglementation particulière ou d'une clause du marché.

Les installations devront être conçues et réalisées de façon que les matériels d'essais et de mesure puissent être mis en œuvre. Ces essais et vérifications sont à la charge de L'Entreprise.

Les frais de l'ensemble de ces contrôles seront à la charge des entreprises concernées.

Trois exemplaires du compte-rendu des essais seront remis au Maître d'Ouvrage en fin de travaux. Ces essais se feront également sous la direction du bureau de contrôle qui, dans le cadre de sa mission fonctionnement, pourra demander tous les essais figurant dans le RICT.

0.12.3- NOTE COMMUNE A TOUS LES LOTS

L'entrepreneur a obligation de respecter les prescriptions légales de lutte contre le bruit et la pollution en ce qui concerne ses véhicules et engins de chantier, ainsi que l'outillage utilisé au titre du présent marché. En particulier, il prendra à ses frais et risques, toutes dispositions nécessaires pour ne pas créer (ou réduire dans toute la mesure du possible) de gênes aux usagers et voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et les poussières.

Il est précisé que le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité, suivant résultat de l'appel d'offres, de retirer du marché de certains lots, une partie des ouvrages faisant partie de la prestation, sans que l'entrepreneur soumissionnaire puisse soulever une réclamation.

Il est spécifié aux entreprises que leur prix tiendra compte expressément des obligations suivantes :

- L'approvisionnement de chantier en matériel et en matériaux se fera au fur et à mesure des nécessités et compte tenu des surfaces disponibles.
- Les installations de chantier seront implantées à un emplacement choisi sur place en accord avec la maîtrise d'œuvre et suivant plan d'implantation de la maîtrise d'œuvre.
- Les palissades et platelage provisoires isolant le passage des tiers, des travaux en cours ne devront pas être franchies par le personnel des entreprises. Les clôtures de chantier, pourront être déplacées suivant l'avancement des travaux, y compris tous travaux de protection nécessaires.

L'ordonnancement des opérations suivant les instructions de l'Architecte devra être impérativement respecté.